

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 27 (1935)
Heft: 1

Artikel: Le 10me congrès de l'Union syndicale de la République tchécoslovaque
Autor: Meister, Martin
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383998>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le 10^{me} congrès de l'Union syndicale de la République tchécoslovaque.

Par *Martin Meister*.

Le 10^{me} congrès de toutes les Centrales syndicales nationales de la République tchécoslovaque, qui eut lieu du 8 au 12 décembre 1934 dans la grande salle du Bâtiment des représentations, à Prague, a attiré l'attention générale aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

La République tchécoslovaque appartient aux pays d'Europe dans lesquels, malgré la crise et la réaction, la liberté et les droits démocratiques sont restés intacts. C'est surtout contre les attaques de la dictature et du fascisme que la classe ouvrière tchécoslovaque a su particulièrement réagir. Le fait est d'autant plus curieux que le pays est entouré de toutes parts par des pays fascistes. En outre, la République est toute jeune encore. Contrairement à ce qui est le cas pour la population suisse, les Tchèques n'ont pas un siècle de démocratie derrière eux. Les luttes que le jeune Etat a dû mener et mène encore pour surmonter les difficultés, ont été et sont souvent âpres, mais celle qu'il a à mener pour le maintien de la démocratie depuis l'effondrement en Allemagne et en Autriche, est plus âpre encore. Lorsque l'on juge les événements politiques de ce pays, il ne faut pas oublier que ce peuple de 14 $\frac{1}{2}$ millions d'habitants émane de diverses régions qui ne diffèrent pas seulement au point de vue de la langue mais encore de la culture générale; la Tchécoslovaquie, on le sait, est composée de régions de l'ancienne Autriche-Hongrie, de la Bohême, de la Moravie, de Silésie autrichienne, de la Basse-Autriche, de la Slovaquie et des Carpathes ainsi que de la petite ville d'Hultschin, séparée de l'Allemagne. Le mouvement ouvrier de ce pays se ressent immanquablement de cette diversité.

Le champ de recrutement des syndicats est encore très vaste. Selon le recensement de l'année 1930, les habitants se répartissent professionnellement comme suit:

Economie agricole, forestière, pêche	5,101,614
Industrie et artisanat	5,146,937
Commerce, banques et transports	1,908,531
Services publics, professions libérales et militaires	909,304
Service de maison, domestiques	183,336
Autres métiers et rentiers	1,479,336
Total des habitants	14,729,536

Nombre des personnes occupées:

Economie agricole, forestière, pêche	801,431
Industrie et artisanat	2,238,790
Commerce, banques et transports	648,082
Services publics, professions libérales et militaires	513,341
Service de maison, domestiques	120,051
Autres métiers et personnes sans métier	128,288
Total	4,449,883

Ces 4,449,883 personnes occupées étaient organisées dans des syndicats dans la proportion suivante, en 1933:

Centrale syndicale nationale commune	642,111
(dont Centrale tchèque de Prague 442,061)	
(dont Centrale allemande Reichenberg 220,050)	
Tendance nationale (Benès)	306,380
Communistes	157,489
Tendance agraire	109,392
Employés de l'Etat et des entreprises publiques	103,898
National-Allemand (Croix-gammée) dissoute	—
Syndicats chrétiens	103,229
Syndicats slovaques	29,981
Tchèques nationaux	36,030
5 petits groupes	893,872
Total des membres organisés dans les Centrales nationales	1,582,382
Sans la Centrale nationale syndicale	332,209
Total des membres organisés dans les syndicats	1,914,591

Si nous comparons le nombre des membres organisés syndicalement avec le nombre des personnes qui travaillent, nous constatons que sur 4,449,883 1,914,591, ou le 44 % environ, sont organisés dans les syndicats.

Dans les syndicats libres (Centrales nationales tchèque et allemande), le 15 % est organisé. Aucune autre organisation ouvrière ne compte un effectif aussi élevé. La progression du nombre des membres n'est également dans nulle autre organisation, aussi forte que dans les Centrales syndicales nationales communes. De 1930 à 1933, l'augmentation a été de 70,000 membres en chiffres ronds.

Le congrès des Centrales syndicales nationales communes, auquel assistèrent 479 délégués et un très grand nombre d'invités du pays et de l'étranger, fut ouvert par le président, notre collègue Nemecek. Dans son discours d'ouverture, il fit ressortir que le congrès avait précisément lieu à une époque de chômage intense et de grande misère pour la classe ouvrière, à une époque également très grave au point de vue politique. Il évoqua les camarades syndiqués allemands et autrichiens dont les organisations ont été anéanties par le fascisme et qui de ce fait n'ont pas pu envoyer de délégation.

Après la nomination des membres du bureau et la composition des diverses commissions, le représentant du Ministère de la prévoyance sociale, le ministre Dr Meissner, s'exprima sur les tâches

les plus importantes et les plus urgentes de l'heure et fit ressortir la nécessité d'une étroite collaboration entre les syndicats. Le Conseil municipal de la ville de Prague s'était fait représenter par le maire-adjoint; Léon Jouhaux parla au nom de la Fédération syndicale internationale ainsi qu'en celui de la Confédération générale du Travail de France et fit ressortir l'anéantissement de l'économie capitaliste ainsi que les tâches qui en découlent pour le mouvement syndical. Les collègues Hampl et Tauk saluèrent le congrès au nom du comité exécutif des deux fractions socialistes du Parlement. Le représentant de la Centrale syndicale de Pologne exposa l'âpreté des luttes que doit mener la classe ouvrière polonaise contre la réaction. Après lui, le représentant suédois, collègue Johanson, attira l'attention du congrès sur les beaux succès remportés par la politique économique socialiste en Suède, qui eurent pour effet de réduire sensiblement le chômage. Le collègue M. Meister s'exprima au nom des syndicats suisses et le collègue de la Bella au nom de la Centrale syndicale des Pays-Bas. D'autres discours furent en outre prononcés par les représentants de l'Association centrale des sociétés de consommation, de l'Université ouvrière et des sociétés de gymnastique ouvrières.

Le congrès prit ensuite connaissance du rapport sur l'activité de la Centrale nationale. Le secrétaire général, Tayerle, fit ressortir qu'au cours de l'exercice la Centrale avait dû vouer toute son attention à la crise et à ses conséquences. Il s'agissait avant tout de trouver une solution à la question du chômage, de défendre les conquêtes sociales et de défendre les conditions de salaires pour les diverses catégories d'ouvriers. Malgré les innombrables difficultés auxquelles il se heurte, le mouvement ouvrier est en pleine évolution. A la fin de 1929, les Centrales syndicales nationales communes comptaient 67 syndicats avec 559,522 membres et fin 1933 64 fédérations avec 628,950 membres. L'augmentation constante du nombre des effectifs prouve la confiance sans cesse croissante qu'éprouve la classe ouvrière à l'égard de la Centrale syndicale. L'orateur releva entre autres l'activité des autres « syndicats », ainsi que la propagande faite par les communistes, mais qui ne remporte pas grand succès, paraît-il. Malgré le travail ingrat de chaque jour, notre mouvement ne perd pas de vue le but qu'il se propose d'atteindre et il poursuit sa tâche énergiquement et avec tous les moyens nécessaires pour réaliser ces buts.

La seconde journée du congrès débuta par le discours du caissier central. Les tableaux suivants renseigneront sur la situation financière de la Centrale syndicale:

Recettes	Tchèques	Allemandes (en couronnes tchèques)	Total
Cotisations d'entrée	222,569	49,471	272,040
Cotisations	80,474,579	48,432,450	128,907,029
Divers	19,382,175	4,465,915	23,848,090
Total	100,079,323	52,947,836	153,027,159

Dépenses	Tchèques	Allemandes	Total
Secours de chômage	49,168,439	40,291,493	89,459,932
Secours de nécessité	6,984,099	965,027	7,949,126
Secours en cas d'invalidité	2,925,832	—	2,925,832
Secours en cas de maladie	1,346,893	732,177	2,079,070
Secours en cas de décès	1,217,684	1,213,032	2,430,716
Grèves	1,642,110	31,338	1,673,448
Mouvements de salaires	148,962	—	148,962
Indemnités de voyage	245,147	15,792	260,939
Assistance judiciaire	913,750	745,843	1,659,593
Total des indemnités	64,592,916	43,994,702	108,587,618
Dépenses pour d'autres buts	79,962,363	46,066,717	126,029,080
Total des dépenses	144,555,279	90,061,419	234,616,698
Etat de la fortune à fin 1933	88,325,816	48,335,021	136,660,837

En plus de la somme totale de 89,459,982 couronnes versées par les syndicats sous forme de secours de chômage, l'Etat a accordé les subventions suivantes en 1933 :

Aux organisations tchèques	178,572,588
Aux organisations allemandes	147,590,929
Total	326,163,517

Après avoir approuvé les comptes, le congrès s'occupa de la question du *programme économique syndical*. Ce fut également le collègue Tayerle qui s'exprima à ce sujet; il fit un vaste exposé du développement économique des dernières années en faisant ressortir que l'augmentation du chômage confirme que le système économique capitaliste n'est pas en mesure de régler équitablement le processus de l'économie pour le bien de la communauté. En faisant ressortir à l'appui d'exemples typiques, l'erreur qui est à la base du système économique capitaliste, il constata que dans ses théories l'économie nationale officielle voit avant tout l'augmentation de la production et qu'elle oublie le consommateur. Nous devons donc poursuivre le but suivant: Protéger avec méthode le consommateur, qui sera sous peu dans l'impossibilité de consommer les produits que lui fournit l'agriculteur. L'orateur se déclare d'accord avec le plan économique élaboré par la Fédération syndicale internationale et précise certaines revendications que doivent poser les syndicats pour arriver à réaliser un plan économique très vaste. Il fait ressortir à cet effet que la réalisation de ces revendications dépend avant tout de l'unité et de la solidarité qui régneront dans le mouvement ouvrier. L'orateur examina ensuite la proposition des communistes préconisant un Front unique et se prononça contre cette proposition, car rien n'est garant de ce que les communistes ne poursuivront pas leur travail de désagrégation au sein du mouvement ouvrier. Au contraire, tout est là pour prouver qu'ils aspirent à poursuivre l'agitation dans nos rangs également après l'avoir semé hors de nos rangs. La résolution qui fut proposée exige que des mesures immédiates soient prises en faveur de la production industrielle, pour l'agriculture, dans les entreprises publiques, mais surtout en ce qui concerne la politique monétaire et la politique de crédit,

l'économie mondiale et commerciale, la politique des prix et de la consommation ainsi que dans la politique financière.

Le collègue Macoun parla au nom des syndicats allemands dans le même sens et ajouta divers détails sur les conditions économiques dans les régions industrielles allemandes ainsi que sur la propagande faite par les partisans de la Croix gammée dans les régions allemandes de la Tchécoslovaquie.

Au cours de la discussion, une proposition complémentaire fut soumise et adoptée, laquelle exige de la part de toutes les organisations qu'elles vouent la plus grande attention aux problèmes économiques et en particulier qu'elles familiarisent leurs membres avec le programme économique.

Le secrétaire central de l'Université ouvrière, le collègue Patzak, s'exprima au sujet du travail d'éducation et de formation et fit ressortir les tâches qui incombent au mouvement socialiste dans le domaine culturel, dans la question de l'école et d'une manière générale dans tout ce qui se rapporte au travail d'éducation des chômeurs. Il ressort de son rapport qu'avec l'appui des syndicats 53 cours ont pu être organisés pour les chômeurs au cours de l'année précédente, et auxquels participèrent plus de 2000 auditeurs. En 1934, 92 cours ont déjà été organisés et ont groupé plus de 4000 personnes. Pour terminer, l'orateur insista pour que les syndicats soutiennent intensément l'œuvre d'éducation et de formation ouvrière au sein de la classe ouvrière.

En ce qui concerne la question de la *protection sociale dans les conditions de travail des ouvriers et des employés*, une vaste résolution, contenant les postulats suivants, fut soumise à l'approbation du congrès: 1° Garantie du droit de coalition; 2° Garantie d'une convention du travail; 3° Lutte contre le chômage; 4° Développement des dispositions relatives à la protection sociale et 5° réalisation de l'assurance sociale. Le premier exposé sur ce point fut présenté par le délégué Schäfer. Il fit ressortir la nécessité de répandre et de développer la protection sociale des ouvriers et insista plus particulièrement sur la nécessité d'introduire la semaine de 40 heures, de perfectionner le service de placement et de développer les assurances sociales. Il conclut en constatant que jusqu'à présent on était parvenu à empêcher de réduire la protection des ouvriers, à maintenir ce qui était et même d'y ajouter du nouveau. Le deuxième orateur, le délégué Klein, exposa la politique sociale des employés et critiqua sévèrement l'activité des secrétaires patronaux. Il demanda tout d'abord au congrès d'agrandir le secrétariat de la Centrale syndicale en créant un département spécial qui s'occuperait uniquement de questions économiques et statistiques, relèverait la situation exacte de l'économie publique et qui pourrait surtout établir une statistique des salaires et des traitements et fournir ainsi aux collaborateurs une documentation impeccable qui leur serait d'une très grande utilité dans leurs négociations avec les autorités.

Ces questions, en particulier celle de la semaine de 40 heures, soulevèrent une vive discussion, lors de laquelle la proposition du collègue Klein trouva l'appui nécessaire.

La troisième journée du congrès débuta par un exposé du secrétaire central de l'Union des cheminots sur les conditions et revendications des *employés des services publics*. Il critiqua sévèrement les prescriptions touchant aux mesures d'économies imposées aux employés de l'Etat et qui selon lui sont précisément les moyens les moins propres à surmonter la crise économique. Il fit en outre ressortir la dissidence qui règne au sein de l'organisation des employés des services publics, ce qui réduit dans une forte mesure l'importance de cette catégorie d'employés aussi bien dans le domaine politique qu'économique. Il fit tout particulièrement ressortir la nécessité d'une collaboration entre les ouvriers manuels et les employés des services publics. Son exposé fut vivement approuvé par les postiers, les employés des services administratifs et les employés de la commune.

Le congrès prit en outre connaissance de l'exposé de la collègue Nowotna sur la *protection et l'organisation des travailleuses*. L'oratrice rappela les décisions prises par le congrès international de Bruxelles, en particulier celles concernant l'égalité de droit de la femme dans l'économie démocratique et qui préconisent pour les femmes le principe « à travail égal, salaire égal ». Dans la proposition qu'elle soumit, la camarade Nowotna rappelle la nécessité de protéger la femme et condamne sévèrement les efforts tentés par le mouvement appelé « Open-door » et qui est contre la protection des femmes. Elle s'affirma en faveur de l'organisation commune des femmes et des hommes, car il s'agit de la défense des mêmes intérêts. Elle critiqua le fait que les femmes ne sont pas représentées dans les organisations proportionnellement à leur nombre. Il faut donc, selon elle, augmenter la participation des femmes dans le travail d'organisation. Au cours de la discussion qui suivit, ses vues furent fortement appuyées et l'attention du congrès fut attirée sur le fait que, dans l'industrie de la céramique en particulier, les patrons profitent du chômage pour remplacer les femmes par des jeunes filles et des enfants qui sortent à peine de l'école.

Un rapport très détaillé fut également soumis au congrès sur *l'organisation et la protection de la jeunesse* et le rapporteur donna un aperçu de l'œuvre d'assistance en faveur des jeunes et exposa les revendications des organisations de la jeunesse.

C'est fort mécontent que le congrès pris connaissance de la nouvelle baisse projetée dans l'industrie métallurgique de Prague. Le congrès approuva à l'unanimité l'élaboration d'une résolution pour protester contre cette mesure.

Lorsque ces diverses questions furent liquidées, le congrès s'occupa de la nomination des 20 membres du conseil de la Centrale syndicale et des 11 membres de la commission de surveillance.

Le résultat des élections confirma les propositions présentées par le conseil de la Centrale syndicale. Les divers points de l'ordre du jour étaient ainsi liquidés et après un discours de clôture brillant, le président déclara le congrès terminé.

*

Grâce à l'organisation impeccable du congrès, tous les participants en remportèrent une forte impression. La manière, dont furent présentés les divers exposés, prouva que les questions traitées avaient été étudiées consciencieusement et à fond. La précision et la connaissance approfondie de toutes les questions, dont firent preuve tous ceux qui prirent la parole lors de la discussion, furent un réel sujet d'étonnement pour plus d'un participant. La discipline qu'observa le congrès, fut exemplaire. Bien qu'un grand nombre de questions traitées donnèrent lieu à des divergences d'opinions, le congrès donna l'impression de la plus parfaite entente; toutes furent discutées avec la plus grande courtoisie et le plus démocratiquement possible. Malgré les charges et les soucis, que leur occasionna l'organisation du congrès, les dirigeants et leurs collègues se consacrèrent largement à leurs invités étrangers en leur réservant la plus chaleureuse hospitalité, et tous les délégués remportent de leur séjour à Prague un souvenir qui ne s'effacera pas de sitôt. Nous remercions ici sincèrement les organisateurs du congrès pour leurs peines et les soins qu'ils ont apportés dans tous les détails du congrès.

Economie politique.

Fléchissement des cours d'actions.

Nous publions comme d'habitude les cours des principales actions dans les bourses suisses à la fin de 1934. La plupart des cours sont inférieurs à ce qu'ils étaient il y a une année. Néanmoins certaines valeurs sont supérieures. Durant toute l'année 1934, la bourse a été stagnante. Il ne s'est manifesté aucune modification d'importance, ni en bien, ni en mal. Par contre, le niveau des cours a fléchi de plus en plus faute d'une animation quelconque. C'est au cours des dernières semaines seulement, alors qu'une détente politique s'est produite (convention au sujet de la Sarre, etc.) qu'une animation spontanée a eu lieu, mais laquelle, pour le moment, n'a pas pris plus d'importance.

	Valeur nominale des actions en francs	Cours en bourse des actions à fin 1934					
		1913	1921	1928	1931	1933	1934
Nestlé, Cham	200	1760	220	940	430	660	755
Aluminium, Neuhausen . . .	1000	2780	1262	3750	1400	1830	1400
Lonza E. W. et fabr. chimiques	200	490	90	485	80	75	60
Brown, Boveri & Co, Baden .	350	—	197	605	170	121	50
Sulzer (Société holding) . .	1000	—	405	1280	400	400	210
Bally (Société holding) . . .	800	1280	655	1560	600	870 ²	765 ²
Aciéries Fischer, Schaffhouse .	500	860	390	1080	430	270	190
Maggi (Société holding) . .	5000	10225	3800	17800	15000	19000	15600
Fabr. de machines, Oerlikon .	500	645	410	800	410	460	300 ³
Société pour l'ind. chimique .	1000	1880	825	3550	2350	3750	3900
Société ind. pour la chappe .	1000	3885	1330	4480	960	700	660